Libye : Offensive impérialiste



Aujourd'hui vendredi 18 mars 2011, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, dirigé par les puissances impérialistes, a adopté la résolution 1973 autorisant de fait, la violation de la souveraineté et du principe d'autodétermination du peuple libyen. Cet acte d'ingérence militaire, qui légitime le recours à la force même s'il n'est pour le moment que question d'interventions aériennes, ne doit tromper personne.

Comme toujours, l'impérialisme avance masqué. C'est sous le prétexte de venir en aide à la population libyenne que l'Occident justifie son intervention dont les buts sont en réalité tout autres.

La France, par l'action de son ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, maire de Bordeaux, a pris les devants dans l'agression qui se prépare contre la Libye. Une fois encore, sous couvert d'un mandat onusien, l'objectif est bel et bien de préparer, comme en Irak, le terrain à une occupation militaire.

En fait, on l'aura bien compris : le discours des puissants sur le respect des droits de l'homme et des peuples est pure hypocrisie.

Engagé dans un soutien sans faille aux dictatures serviles de la région jusqu'aux soulèvements populaires arabes de ce début d'année, l'Occident change de discours, mais continue la même politique : Soutien aux régimes combattus par le peuple en Egypte et en Tunisie. Feu vert donné à l'armée de l'allié

saoudien pour envahir Bahreïn et mater la révolte populaire à l'œuvre contre la monarchie corrompue. Soutien à la monarchie marocaine quand elle réprime massivement un peuple écrasé par l'injustice et la pauvreté. Soutien sans conditions à l'entité coloniale sioniste qui génocide le peuple palestinien.

Les guerres menées en Irak et en Afghanistan prouvent que toute intervention occidentale débouche sur les massacres de masse de civils.

Après avoir officiellement fait en 2004 du régime de Kadhafi un allié dans sa stratégie sécuritaire contre le « terrorisme », et alors qu'une révolution populaire menace de renverser ce régime, l'impérialisme, après maints atermoiements, met en place une nouvelle stratégie. L'enjeu est clair : face à une révolution armée populaire risquant de donner le pouvoir réel au peuple, c'est-à-dire le contrôle de l'Etat, des ressources en hydrocarbures et des armes, face à un régime discrédité et condamné à moyen terme, l'objectif est d'intervenir afin d'imposer un « régime de transition » en apparence révolutionnaire, mais en réalité favorable aux intérêts économiques et géopolitiques occidentaux.

La reconnaissance précipitée par certains Etats impérialistes, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, d'un Conseil National libyen, téléguidé par cette même coalition occidentale, n'est qu'une ruse de plus pour justifier l'intervention militaire et saborder l'élan révolutionnaire du peuple libyen, voire le processus révolutionnaire en Tunisie et en Egypte.

Le mouvement révolutionnaire libyen est hétérogène et composé de comités de résistance populaire locaux sans véritables instances de coordination et de représentation politique. Néanmoins, les révolutionnaires libyens sont unanimes et opposés à une intervention étrangère quelle qu'en soit la forme. Et c'est au peuple libyen de conduire sa lutte et de choisir ses alliances. La contre-révolution née de cette

résolution de l’ONU aura des conséquences désastreuses pour le peuple libyen, mais elles seront surtout à terme désastreuses pour l’Occident. Perdant peu à peu pied dans le monde arabe, l’Occident, divisé et affaibli, cherche par des tentatives désespérées à garder le contrôle en recourant à des actions armées. Mais il est déjà perdu, l’avenir appartient aux damnés de la terre.

Nous, militants du Comité Action Palestine, qui soutenons inconditionnellement l’autodétermination et la résistance du peuple palestinien contre la plus abjecte des oppressions qu’est le sionisme, exprimons notre totale solidarité avec les mouvements populaires du monde arabe qui réclament la liberté et l’égalité.

Comité Action Palestine